Document generated on 07/17/2025 8:48 a.m.

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

Quartier des Grottes et École d'architecture
The Role of the Geneva School of Architecture in Urban Struggles
El barrio de Grottes y la Escuela de arquitectura

Daniel Marco

Number 4 (44), Fall 1980

Logement et luttes urbaines

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1035032ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1035032ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)
2369-6400 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Marco, D. (1980). Quartier des Grottes et École d'architecture. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 26–29. https://doi.org/10.7202/1035032ar

Article abstract

The Geneva School of Architecture has been particularly active in supporting the struggles of the residents of the "Grottes" neighbourhood in two ways. First of all, students and professors have participated directly in these struggles. In addition, they have helped to draw up viable alternative urban improvement projects that are in opposition to the projects proposed by developers and City Hall. These forms of support for urban struggles are part and parcel of an attempt to develop a new way of teaching and researching urban problems.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Quartier des Grottes et École d'architecture

D. Marco

L'action de l'École d'architecture de l'Université de Genève sur la question du quartier des Grottes s'est définie à partir d'une prise de position ayant un double aspect : le soutien apporté à la lutte des habitants et de leur organisation par la participation active de membres de l'École à leurs actions d'une part, et le refus des projets officiels de destruction complète du quartier par la recherche de propositions de rechange d'autre part.

L'action de l'École s'est principalement déroulée entre l'automne 77 et aujourd'hui, même si la question du quartier des Grottes a été posée dès le début des années 70 à l'École, de manière moins centrale et plus diffuse, lorsque les autorités cantonales et communales ont accéléré leur processus de décision pour aboutir à leur solution finale de la question.

Divers membres de l'École ont alors été concernés : employés dans des bureaux d'architectes chargés des avant-projets, militants de mouvements de quartier, de syndicats ou d'organisations politiques, ou habitants du quartier. Ils ont participé aux premières actions de résistance. Des travaux sur le quartier des Grottes sont apparus ça et là dans l'École mais sans coordination, ni centralisation. Malgré cela, certains d'entre eux ont eu une importance pour la suite.

Une telle coordination existe par contre depuis l'automne 77 et, fait très important, dans et à partir d'une École d'architecture qui vient de résister à la menace d'une fermeture réclamée par certaines forces politiques, ce qui lui vaut depuis 1968 une réputation, parfois un peu surfaite, d'être un lieu de contestation de l'architecture, de l'urbanisme et de la construction officiels.

En mai 71, enseignants et étudiants cessent cours et travaux pratiques et occupent l'École pour que le choix de deux nouveaux professeurs s'effectue à partir de leurs conditions. D'octobre 71 à fin 75, l'École est mise sous tutelle. Pendant l'année universitaire 76-77, les inscriptions de nouveaux étudiants sont suspendues car enseignants et étudiants refusent un projet de réorganisation élaboré en dehors d'eux.

En automne 77, l'École d'architecture expérimente un nouveau mode d'organisation de l'enseignement et de la recherche qui est le résultat d'une longue et difficile négociation avec les autorités universitaires et la base à partir de laquelle elle peut justifier son maintien et son développement.

À cette époque donc, enseignants et étudiants de l'École d'architecture sortent à peine d'une situation comparable à celle dans laquelle se retrouvent les habitants des Grottes : devoir résister à des décisions prises en dehors d'eux qui mettent en cause leur existence même.

Cela n'est d'ailleurs pas un hasard de l'histoire, mais bien le résultat d'une même cause : la difficulté toujours plus évidente des forces politiques au pouvoir à parvenir à formuler comme par le passé les éléments culturels et idéologiques d'un consensus social plus ou moins étendu. Cette difficulté

grandissante les amène à ne pouvoir s'unifier que ponctuellement autour de projets coercitifs qui souvent ne peuvent être appliqués complètement.

La prise de position de l'École avec ses deux aspects débouche sur deux filières d'actions qu'il s'est agit d'articuler.

A) La première, soutien et participation aux luttes des habitants, a conduit aux actions les plus visibles, celles qui furent immédiatement connues à l'extérieur, dans le quartier et dans la ville. Cette filière relève, dans l'École, du Conseil de l'École où, selon la loi sur l'Université, siègent des membres élus par chaque corps : professeurs, assistants et chefs de travaux, étudiants et personnel administratif et de l'Assemblée générale de l'École qui en réunit tous les membres.

Le 17 novembre 78, en fin d'après-midi, le jour même de l'expulsion au petit matin par la police des quinze habitants de l'immeuble No 3 de la rue Empeyta, aux Grottes, une Assemblée générale, convoquée depuis quelques semaines par le Conseil sur la question du quartier des Grottes, publie dans la presse le communiqué suivant :

Après que l'appel contre les expulsions dans le quartier des Grottes ait été signé individuellement par un grand nombre d'enseignants et d'étudiants, le Conseil de l'École d'architecture a convoqué une assemblée générale de l'École, qui s'est tenue le jour-même de l'intervention massive des forces de police pour continuer les expulsions.

La résolution suivante a été adoptée à l'unanimité, avec trois abstentions, par les enseignants, étudiants et membres du personnel administratif présents (environ 80 personnes) :

— Le quartier des Grottes ne doit pas être démoli.
— Une grande majorité des immeubles qui le constituent peuvent être rénovés.
— Il est possible de rénover une grande partie des immeubles sans en expulser les habitants.
— L'entretien et le rattrapage du manque d'entretien sont une condition essentielle d'une telle rénovation.
— Une politique qui tolère ou provoque des dégradations rend difficile voire impossible la rénovation du quartier.
— En ce sens, l'intervention vendredi matin des forces de police est, entre autres, une atteinte à la possible rénovation du quartier.
— Nous renouvelons notre appel aux autorités et à toutes les forces culturelles et politiques genevoises pour qu'elles soutiennent toute initiative tendant à une rapide rénovation du quartier dans l'intérêt des habitants et dans le sens d'une nouvelle culture de la ville, et non pas dans celui d'un urbanisme autoritaire.

Cette résolution est lue à la première manifestation pour protester contre l'expulsion à laquelle participe un grand nombre de membres de l'École.

Lors de la seconde manifestation convoquée quelques jours plus tard, le Président du Conseil de l'École participe avec les personnalités représentant les milieux culturels, syndicaux et politiques à l'action d'occupation d'un appartement dans le cadre de l'action générale de relogement dans le quartier des Grottes des personnes expulsées, menée par les habitants et leur organisation. Cette action est largement approuvée par le Conseil lorsque son Président présente un rapport de ses activités.

Mais ces actions de soutien et de participation active de membres de l'École à la lutte des habitants dont on vient de décrire deux exemples (il y en eut d'autres) ont été certes importantes et spectaculaires dans les moments « chauds », mais elles sont restées relativement ponctuelles. Elles ont été dictées en effet plus par les rythmes, les contenus et les formes de la lutte des habitants que par des rythmes, des contenus et des formes d'action spécifiques à l'École d'architecture, en rapport avec son programme d'enseignement et de recherche.

Il a donc été nécessaire pour l'École, afin d'éviter cette dépendance, de définir et de développer ses propres bases pour son action et non d'être mécaniquement au service des habitants au sens des trop fameuses commandes sociales qui conduisent le plus souvent à la situation que décrivent d'une manière un peu abrupte certains camarades espagnols : « Servir le peuple comme un garçon de café ».

Il y eut de ce fait dans le cours général de l'action quelques conflits entre l'École d'architecture et les habitants et leur organisation, le plus souvent à propos d'exigences de ces derniers pour que dans les moments « chauds » l'École s'aligne sur leurs rythmes, contenus et formes d'action.

B) Ce sont les actions menées à partir de la seconde filière découlant du refus par l'École des projets officiels de destruction du quartier et la recherche de propositions de rechange qui ont donc surtout constitué la ligne propre à l'École sur la question du quartier des Grottes.

Cette filière relève, elle, des enseignants et étudiants regroupés dans les divers Départements de l'École qui ont choisi le quartier des Grottes

comme terrain urbain de leur enseignement et recherche.

Deux groupes ont mené des actions dans ce cadre : le Groupe de recherche « Grottes » et le Centre d'études techniques pour l'amélioration de l'habitat.

L'action du Groupe de recherche « Grottes », qui existe dans l'École depuis plus de 5 ans, c'est-à-dire avant même la réorganisation de '76-'77, a été décisive. C'est lui qui a organisé en automne '77 une exposition des travaux de l'École concernant le quartier, qu'ont visitée un grand nombre de personnes parmi lesquelles plusieurs conseillers municipaux de la ville de Genève et députés du Grand Conseil genevois au moment décisif où le projet officiel de destruction du coeur du quartier des Grottes commençait à être abandonné. Un large public a en outre assisté à une conférence d'un des membres du Groupe.

C'est encore ce Groupe qui a publié en mai '79 un document intitulé « Pour les Grottes » qui proposait une orientation générale pour une intervention d'architecture, d'urbanisme et de construction dans le quartier qu'il décidait de vérifier par des projets partiels qui sont aujourd'hui en cours d'élaboration. La première partie de l'introduction mérite d'être citée. Elle montre bien les bases du travail du Groupe.

Cette publication représente une contribution de l'école d'architecture de l'Université de Genève au débat sur le quartier des Grottes.

Ce débat concerne un point central de la politique urbaine à Genève, mais pas uniquement. En effet, la question des Grottes est symptomatique d'un phénomène beaucoup plus vaste.

Dans toutes les grandes villes suisses et européennes, les populations, les techniciens les plus conscients, les forces progressistes, s'interrogent depuis longtemps sur la transformation des quartiers anciens, en particulier de cette masse importante de bâtiments et d'espaces urbains que constituent les quartiers ouvriers et industriels du siècle dernier.

Ceux-ci forment généralement la « couronne » immédiate des cités historiques et sont les plus exposés aux tentatives de rénovation urbaine tendant à remplacer de grandes portions de tissus de logements par des structures du tertiaire ou par des installations urbaines dont le rôle essentiel est celui de soutenir fonctionnellement le centre des villes proprement dit, désormais livré presque totalement aux banques, aux grandes compagnies financières, au commerce de luxe ou à la représentation pure et simple du pouvoir.

Mais ce n'est pas le seul phénomène. Une autre tendance dangereuse risque d'investir ces « couronnes » des centres des villes : la rénovation de luxe, dont l'objet est de conserver les maisons et les logements, mais à des prix et à des conditions qui les rendent inaccessibles aux couches de la population qui y ont traditionnellement habité : les ouvriers, les employés, les petits commerçants, les artisans, les personnes âgées, les jeunes.

Dans les années 30 et 40, les architectes les plus avancés et le mouvement ouvrier se proposaient d'abattre ces quartiers pour les transformer en de nouvelles parties d'une cité idéale, dont le logement social et hygiénique, avec ses services et ses prolongements dans une nouvelle nature urbaine, aurait constitué la substance principale.

Tout en rendant hommage aux anciens protagonistes de la lutte pour une ville meilleure, nous affirmons cependant que les problèmes qui se posent aujourd'hui sont différents.

Cette différence est l'objet de notre recherche. Les alternatives à poser aujourd'hui ne sont plus les alternatives qui pouvaient trouver leur légitimité dans le cadre économique, social et culturel des années 30.

L'action du Centre d'études techniques pour l'amélioration de l'habitat a, elle, débuté plus récemment, en 1979.

C'est à partir d'un mandat des autorités communales attribué, d'abord à titre privé, après l'abandon du projet de destruction, à un enseignant de l'École, que s'est constitué autour de celui-ci un groupe de membres de l'École qui a obtenu d'elle son homologation comme Centre de recherche temporaire. Les travaux de ce Centre ont consisté à proposer puis à expérimenter des conditions techniques et économiques pour réaliser la réhabilitation simple d'immeubles d'habitation situés dans le coeur du quartier des Grottes. La réalisation de cet objectif a mis presque quotidiennement les membres de l'École participant à ce Centre en contact direct avec les habitants des immeubles concernés regroupés, eux, en Comités d'immeubles. Dans ces rencontres, parfois organisées, souvent informelles, les questions principales qui étaient posées concernaient principalement le type de travaux à exécuter, leur coût et l'incidence de celui-ci sur les loyers.

La mise en pratique par les membres du Centre de leurs propositions a rencontré l'accord des habitants... à défaut d'un accueil enthousiaste des autorités.

L'action de l'École dans son aspect de soutien et de participation à la lutte des habitants du quartier des Grottes s'est heurtée à la majorité de la classe politique quelquefois stupéfaite, le plus souvent furieuse de rencontrer, sur le terrain parfois en

dehors de la légalité qu'elle est censée définir et gérer, des enseignants et étudiants en architecture présents aux côtés d'habitants en lutte et de leurs organisations.

Dans son aspect de refus des plans officiels de destruction et dans la recherche de propositions de rechange, l'action de l'École s'est heurtée non seulement à cette même majorité de la classe politique furieuse alors de voir et d'entendre ses propres experts et leurs projets radicaux mis en cause, mis encore à une partie importante, certainement majoritaire, des architectes « de la place » de Genève et de leurs organisations corporatistes.

Dans son ensemble, le bilan de l'action menée sous ces deux aspects par l'École d'architecture peut être qualifié de positif, tant semble-t-il du point de vue des habitants du quartier des Grottes (elle les a aidée à résister puis à éviter la destruction du cadre bâti), que du point de vue de l'École elle-même (elle a solidarisé ses membres autour de positions et de modes de fonctionnement, immédiatement après une période où son existence même était menacée).

Cette action est aussi, en ce sens, une réponse, certes encore fragile, aux questions que se posent beaucoup d'enseignants et d'étudiants sur ce que doit être le rôle d'une École d'architecture. Elle vaut bien plus que les avis des soi-disant spécialistes de l'enseignement et de la recherche en matière d'architecture, d'urbanisme et de construction qui, face à un enjeu comme celui des Grottes restent souvent muets ou, dans le meilleur des cas, ne font que signer des pétitions. Ils préfèrent l'abri académique qui les protège des réprimandes du pouvoir politique et des critiques d'habitants en lutte.

Devant cette alternative, les enseignants et étudiants qui ont participé à l'action de l'École d'architecture aux Grottes, ont choisi d'essayer de transformer la réalité qu'ils tentent de comprendre dans et par l'enseignement et la recherche.

Daniel Marco
Président du Conseil
de l'École d'architecture, Genève